

**Réponse de Colt Technology Services
à la consultation de l'Autorité de Régulation des Communications
Electroniques et des Postes
sur le document de bilan et perspectives
pour le quatrième cycle d'analyse des marchés 4, 5 et 6
Marchés pertinents du haut et du très haut débit**

20 septembre 2013

Colt remercie l'Autorité pour son choix novateur et courageux de synchronisation des analyses de marché 4, 5 et 6 permettant d'aborder avec cohérence les usages résidentiels et entreprises qui partagent de nombreux actifs, notamment passifs.

Colt remercie par ailleurs les équipes de l'Autorité pour le travail réalisé de synthèse et de mise en perspective de chaque problématique ; malgré la longueur du document, lors de la lecture, celui-ci se révèle remarquablement précis et synthétique.

Colt soutient l'approche retenue par l'ARCEP dans son document de bilan et perspective. Un certain nombre de précisions et de suggestions de compléments sont décrites dans les réponses aux questions ci-dessous.

Question 2 : par ailleurs, l'Autorité observe un ralentissement dans l'extension du dégroupage avec cartes SDSL. Les opérateurs sont invités à faire part de leurs intentions quant à la poursuite (en précisant le rythme d'extension) ou l'arrêt du dégroupage des NRA sur technologie SDSL. Ils préciseront également, si possible, les causes perçues de ce ralentissement.

Hormis en cas d'opportunité ponctuelle, il ne semble plus opportun pour Colt de faire des investissements massifs dans le SDSL dans les zones où le THD arrive, aussi bien en infrastructure FttH qu'en montée en débit.

Question 8 : l'Autorité invite les contributeurs à commenter son analyse quant aux déploiements possibles en vue de préparer le FttH et souhaiterait que les acteurs se prononcent sur l'arbitrage qu'ils pourraient faire entre les différents cas de déploiement listés ci-dessus (ou éventuellement d'autres situations de déploiement non identifiées dans le présent document). Par ailleurs, l'Autorité souhaite interroger les contributeurs sur les critères de dimensionnement en nombre de fibres optiques nécessaires pour préparer les déploiements futurs de réseaux FttH ou FttO.

L'économie du déploiement est une économie de mutualisation. Une anticipation des besoins futurs de toute nature constitue la seule base économiquement raisonnable avant d'engager des coûts fixes de déploiement qui seront amortis sur des dizaines d'années dans un contexte où le doublement du nombre de fibres sur un déploiement donné a un impact mineur sur le budget total.

La condition technique pour l'existence d'offres FttO de la part de l'opérateur en monopole de fait sur la zone est de prévoir des fibres surnuméraires pour les raccordements FttO futurs. La condition pour l'existence d'une concurrence pérenne sur les offres FttO sur cette zone est l'existence d'une offre de location de fibre noire non-discriminatoire sur les segments déployés à l'occasion de la montée en débit.

Question 12 : Les contributeurs sont invités à commenter cette analyse concernant un éventuel élargissement du périmètre de l'obligation d'accès au génie civil d'Orange pour tout déploiement de boucles locales optiques.

Dans le cadre du raccordement des clients d'affaires, l'offre d'accès au génie civil d'Orange constitue l'unique offre passive permettant aux opérateurs alternatifs de répliquer les offres activées de gros et de détail d'Orange.

Dans ce contexte, il semble que le périmètre géographique pertinent pour l'accès au génie civil d'Orange pour le raccordement de clients d'affaires est la zone arrière choisie par Orange pour ses offres activées de gros. Les offres activées de référence en ce moment sont les offres CEE/CELAN dont les zones arrières sont régionales. Il apparaît donc raisonnable que le périmètre de l'obligation d'accès au génie civil soit régional pour le raccordement de clients d'affaires.

Question 14 : Les contributeurs sont invités à indiquer s'ils identifient des limitations dans l'offre d'accès au génie civil de nature à freiner l'émergence de marchés et services innovants. Les contributeurs sont invités le cas échéant à préciser les services innovants à prendre en compte dans la régulation de l'accès au génie civil, à caractériser les enjeux économiques sous-jacents et à évaluer l'opportunité d'un éventuel élargissement de l'offre d'accès au génie civil dans le cadre de l'analyse du marché 4.

A travers l'Europe, Colt est actuellement impliqué dans plusieurs pilotes de raccordements de services innovants installés sur des mobiliers urbains, des feux de signalisations ou encore en façades d'immeuble en fonction des réglementations d'urbanisme propres à chaque ville.

En France, les offres d'accès au génie civil d'Orange pour le raccordement de clients d'affaires permettent opérationnellement de couvrir ce besoin. Il conviendrait cependant d'ajuster la rédaction de certaines clauses afin que cet usage spécifique entre pleinement dans le champ de cette offre. Par ailleurs, si jamais les donneurs d'ordre actuels souhaitent réaliser eux-mêmes ces déploiements, ils ont la possibilité d'utiliser ces offres ; le dépôt d'une licence opérateur ne constitue pas une barrière à l'entrée pour ces entreprises.

L'expérience acquise par Colt lors de ses travaux sur les pilotes a permis d'identifier une manière encore plus efficace du point de vue de l'intérêt général pour le raccordement de ces services innovants. Dans la quasi-totalité des raccordements que nous avons étudiés, il existe une chambre contenant des fibres de Boucle LOcale Mutualisée (BLOM) à proximité avec une extraction d'un ou plusieurs modules pour la desserte autour de la chambre. L'ajout d'une offre d'accès passive à la BLOM avec livraison dans une chambre (sous réserve de disponibilité dans la chambre) permettrait un raccordement beaucoup plus efficace pour ces services innovants situés sur la voie publique.

Question 15 : l'Autorité invite les acteurs à se prononcer sur le maintien de l'offre d'hébergement et à formuler des remarques concernant d'éventuelles améliorations.

L'élargissement de l'offre d'hébergement d'Orange a constitué une étape clef pour permettre la mutualisation des infrastructures de Boucle LOcale Mutualisée (BLOM) avec les offres spécifiques entreprise. Colt travaille actuellement sur une évolution de sa politique de raccordement de clients d'affaires en utilisant un hébergement NRO dès que celui-ci présente un sens économique pour le raccordement de ses clients.

En Italie, cet élargissement a été accompagné par une autorisation de raccordement direct entre opérateurs hébergés dans un même Nœud de Raccordement. Cette autorisation a eu pour conséquence la création d'un marché compétitif sur le segment de la collecte PoP-NRO puisque les opérateurs peuvent à présent très simplement acheter/vendre des capacités de raccordement sans avoir à identifier un lieu géographique commun plus haut dans leurs réseaux (une telle recherche est paradoxale sur le plan technique puisque les NRO constituent déjà des lieux géographiquement communs entre les opérateurs alternatifs).

Question 18 : Les opérateurs sont invités à décrire précisément les problèmes opérationnels rencontrés à travers l'offre de génie civil pour le déploiement de boucles locales dédiées et à proposer des pistes d'amélioration.

De manière complémentaire, les opérateurs peuvent spécifier les conditions à vérifier sur les processus de cette offre de génie civil afin de respecter les contraintes inhérentes aux appels d'offres du marché entreprises.

Le principal souci dans l'offre d'accès aux fourreaux pour le raccordement de clients d'affaires d'Orange est l'incertitude sur la durée effective pour la construction du raccordement d'un client.

Il est en effet impossible d'être totalement certain de l'absence de points de saturation sur le parcours envisagé avant le déploiement effectif. En cas de découverte d'un point de saturation en cours de déploiement, il faut alors revenir au début du processus de conception afin d'identifier un nouveau trajet pour le raccordement du client en contournant le point de saturation ou cassé (solution la plus sûre en terme de délai puisqu'il n'existe pas de délai pour la réalisation des travaux de désaturation ou de réparation).

A ce niveau l'opérateur propriétaire des fourreaux dispose d'un avantage opérationnel irremplaçable : l'intégration verticale qui permet d'optimiser la synchronisation entre les opérations de déploiement et les opérations de désaturation/réparation en cas de découverte d'un point de saturation ou cassé.

Colt a pris pour habitude de souscrire à des offres d'accès aux fourreaux incluant le déploiement d'un sous-tubage par l'opérateur historique dans tous les pays où cette offre existe (notamment en Europe du Sud). Cette prestation revient à payer l'essentiel de la prestation de déploiement à l'opérateur propriétaire des fourreaux tout en maintenant la neutralité technologique puisque Colt installe son câble de fibres à l'intérieur du sous-tubage installé par l'opérateur propriétaire.

Dans le cadre du déploiement du sous-tubage, le propriétaire des fourreaux intègre aussi les éventuelles opérations de désaturation ou de réparation nécessaires. L'intégration verticale entre le déploiement et les opérations de désaturation/réparation permet de disposer d'une réelle visibilité sur le délai de déploiement.

Question 19 : Les contributeurs sont invités à formuler leurs éventuels commentaires concernant le déploiement de nouvelles infrastructures de BLOD concurrentes.

La réalité commerciale quotidienne des équipes de Colt montre une réelle interrogation sur l'existence d'une frontière entre les réseaux FttH et les réseaux FttO : pour les opérateurs d'infrastructure BLOM, FttH et FttO constituent deux assemblages différents de liens au sein d'un unique réseau fibre.

Par ailleurs, un réseau FttO est d'autant plus ramifié qu'il a fait l'objet d'un déploiement capillaire, par exemple simultanément au déploiement d'un réseau FttH voire même en utilisant les mêmes câbles de fibres que les liens construits pour la couverture FttH. Jusqu'à présent l'avantage concurrentiel procuré par les « monopoles de fait » FttH sur le marché des offres de capacité n'a pas fait l'objet d'une étude d'impact. Colt souhaite que l'ARCEP tire les conséquences réglementaires de cette similitude technique sur les opérateurs de BLOM fibre.

Il apparaît en effet particulièrement risqué de déployer des BLOD dans les zones où des BLOM sont déployées, en cours de déploiement ou annoncées prochainement.

Face à cette situation bloquante pour le déploiement de BLOD concurrentes, Colt identifie deux solutions possibles :

- Soit l'ARCEP établit une interdiction stricte d'utilisation des câbles déployés pour les BLOM (notamment via l'accès au génie civil Fttx) pour construire des raccordements FttO/BLOD et met en place les procédures d'audit permettant de vérifier cette interdiction,
- Soit l'ARCEP met en place un cadre réglementaire reposant sur l'équivalence des inputs permettant l'utilisation des fibres déployées pour les infrastructures BLOM pour la construction d'accès FttO/BLOD par tous les opérateurs.

Question 21 : Les contributeurs sont invités à réagir sur les éléments présentés dans cette partie en lien avec la migration du réseau de cuivre vers les réseaux de fibre optique. En particulier, les opérateurs sont invités à préciser quels sont leurs besoins en termes de visibilité sur les déploiements (position des NRO, rythme de déploiement) et quelles sont les possibilités d'améliorer cette visibilité.

La position du NRO desservant une zone donnée constitue une information critique pour permettre la préparation d'investissements en infrastructure sur une zone. Colt souhaite que les opérateurs d'infrastructure BLOM communiquent aussi tôt que possible cette information. En l'absence d'une telle information, il est impossible de commencer les travaux préliminaires de conception d'un déploiement.

Question 22 : Les contributeurs sont invités à formuler leurs éventuels commentaires sur la migration technologique vers l'Ethernet et sur les mesures envisagées par l'Autorité pour accompagner la fermeture des offres.

Compte tenu de l'arrêt de la fabrication des équipements réseau ATM et du niveau de qualité et de maturité de l'offre CELAN, il apparaît naturel d'organiser une fermeture des offres de service reposant sur cette technologie. Aussi une telle fermeture doit dans un premier temps passer par un arrêt rapide de la commercialisation pour les nouveaux raccordements. Il convient ensuite de ne pas sous-estimer les coûts de migration des accès en fonctionnement. Le cas de l'extinction de ces accès nécessite une analyse d'impact avant toute fixation de date cible.

Dans le cadre de l'arrêt de la commercialisation des offres ATM, Colt invite l'ARCEP à analyser l'impact de cet arrêt sur les protocoles de cession interne d'Orange, en particulier pour les offres de raccordement RNIS.

Question 24 : L'Autorité invite les acteurs à se prononcer sur le maintien envisagé des obligations sur les liaisons LPT 2 Mbit/s. Par ailleurs, les contributeurs sont invités à préciser leurs attentes et leurs suggestions s'agissant de la gestion de la fin de vie des LPT 2 Mbit/s (notamment en termes de préavis et d'information préalable).

Malgré un rapport qualité/prix moins attractif, le nombre de LPT 2 Mbps ne diminue pas. Comme le pointe l'Autorité, cela est notamment dû à la couverture géographique à 100% de ce produit à l'inverse des produits reposant sur le SDSL.

La récente hausse d'environ 15% des tarifs de ce produit constitue un indicateur fort de l'utilisation croissante des LPT comme un produit de « dernier recours » en cas de ligne cuivre trop longue pour le SDSL et donc très majoritairement en zones rurales.

Compte tenu de ces volumes en croissance et de cet écart de rapport qualité/prix en augmentation entre d'une part le SDSL et d'autre part les LPT, Colt souhaite que l'Autorité accorde une attention particulière aux critères de modélisation de liens SDSL versus LPT dans les offres sur-mesure qu'elle reçoit.

Ce contexte encore assez dynamique en volume, notamment pour les lignes cuivres longues, semble rendre un peu prématurées des réflexions sur la fin de vie des LPT 2 Mbit/s.

Question 26 : L'Autorité invite les contributeurs à lui faire part de leur analyse des besoins en débits supérieurs à 100 Mbit/s ou inférieurs à 10 Mbit/s sur fibre optique.

Colt va participer aux pilotes d'Orange permettant de préparer le lancement commercial des offres supérieures à 100 Mbit/s début 2014 (jusqu'à 1 Gbit/s).

Compte tenu de l'évolution des débits demandés sur le marché entreprise, cette évolution en débit arrive même un petit peu tard ; des débits supérieurs à 100 Mbit/s sont assez régulièrement demandés par les clients entreprise depuis plusieurs années.

Concernant les débits inférieurs à 10 Mbit/s, le besoin semble moins évident. En général ces débits peuvent être fournis sur la quasi-totalité des adresses grâce à la boucle locale cuivre, si besoin en agrégeant plusieurs paires. En cas de tarifs attractifs

- par rapport aux offres CELAN cuivre, ces offres pourraient permettre d'éviter des cas de désaturation du réseau cuivre,
- par rapport aux LPT 2 Mbits, ces offres pourraient amener à constater un recul progressif des volumes de LPT 2 Mbits dans les années à venir.

Question 28 : Les contributeurs sont invités à formuler d'éventuelles observations concernant l'analyse proposée des problématiques relatives à la fluidité du marché.

Colt pratique une politique commerciale et contractuelle transparente avec ses clients. Ainsi, les frais d'accès au service et les durées d'engagement sont calibrées pour amortir les investissements techniques spécifiquement consentis pour le raccordement du site du client.

Pour autant, Colt n'est pas favorable à une régulation plus stricte de ce type de clauses sur l'ensemble du marché entreprise. Les pratiques décrites par l'ARCEP sont en général assez peu appréciées des clients entreprise. Colt gagne ainsi de nombreux contrats auprès de clients avertis qui font ainsi sortir leurs entreprises de ces clauses qui rendent en effet les opérations de changement d'opérateur assez compliquées à gérer. Nous avons ainsi développé dans plusieurs pays d'Europe un savoir-faire d'accompagnement de nos clients lors de leur changement d'opérateur.

Cependant, ce savoir-faire en terme de contournement des impacts de ces clauses pour nos nouveaux clients suppose des clients avertis comme c'est en général le cas au sein des grandes entreprises. Dans les entreprises trop petites pour disposer d'une direction informatique et télécoms, la situation est plus compliquée. Aussi, il nous apparaîtrait équilibré de prévoir une protection des petites entreprises contre les clauses recensées par l'ARCEP qui amènent des clients soit à renoncer à leur changement d'opérateur, soit à subir des frais difficilement justifiables à cette occasion.

Question 31 : L'Autorité invite les opérateurs et les collectivités territoriales concernées à lui faire part de leur analyse des enjeux et de l'impact d'un ajustement de la liste des communes des zones très denses.

D'une manière générale, le cadre réglementaire du FttH/des BLOM a été conçu jusqu'à présent pour adresser les problématiques d'accès des opérateurs résidentiels et non pour les opérateurs entreprises. En effet, le principal point bloquant pour un opérateur résidentiel, à savoir la mutualisation des coûts des dernières centaines de mètres voire des derniers kilomètres est couverte de manière exhaustive en dehors des zones très denses et a minima en zones très denses. La principale problématique au cœur de l'activité d'un opérateur entreprise est au contraire de pouvoir se rapprocher au maximum de ses clients en utilisant des infrastructures mutualisées. La construction d'un raccordement terminal dédié n'est en général pas un élément bloquant économiquement lorsqu'il est réalisé sur courte distance.

Compte tenu de cet écart de modèle économique, il apparaît que le cadre réglementaire en dehors des zones très denses permet à un opérateur entreprise de travailler sur l'utilisation de la BLOM dans les communes où une offre de collecte existe. Inversement, les communes avec des Points de Mutualisation de 1000 lignes sans offre de location de fibres noires de collecte peuvent être considérées comme fermées aux opérateurs entreprise.

En zones très denses, le cadre réglementaire s'arrête au pied de chaque immeuble ; il couvre donc exactement le périmètre minimal qu'un opérateur entreprise est capable de prendre en charge lorsqu'il doit raccorder un client. Inversement, le cadre réglementaire ne prévoit pas d'offre de location de fibres noires pour la collecte des Points de Mutualisation, c'est-à-dire le segment de réseau critique en terme de mutualisation pour un opérateur entreprise sur les offres standards (débit symétrique, GTR 4 heures pour environ 300€/mois).

Depuis 6 mois Colt a sollicité des offres commerciales de collecte en fibre noire des points de mutualisation en zones très denses aux conditions économiques de la zone moins dense. Les réponses reçues nous amènent à penser qu'il semble beaucoup plus compliqué et potentiellement beaucoup plus cher de collecter les points de mutualisation en fibre noire dans les zones très denses qu'en dehors des zones très denses. Si un tel constat venait à se confirmer à l'avenir, cela aura pour conséquence un réel dynamisme des offres entreprises en dehors des zones très denses et une absence totale ou partielle d'offres entreprises standards (débit symétrique, GTR 4 heures pour environ 300€/mois) en zones très denses.

Dans ce contexte, Colt souhaite l'émergence d'offres régulées ou commerciales de collecte de Points de Mutualisation en fibre noire sur le territoire national¹. Compte tenu d'un déploiement majoritairement sur la base de petits Points de Mutualisation avec offre de collecte en zone moins dense, Colt est favorable à une réduction de la taille des zones très denses.

Question 33 : Les contributeurs sont invités à commenter l'opportunité de se fonder sur les réseaux mutualisés pour répondre aux besoins des entreprises, et à préciser les conséquences à en tirer en matière d'architecture technique.

Question 34 : Les contributeurs sont invités à commenter l'analyse préliminaire de l'Autorité quant à l'émergence à terme d'offres entreprises sur BLOM.

La moitié des accès Colt en France sont construits sur la BLOM cuivre d'Orange. Aujourd'hui nous ne disposons pas de modalités d'accès nous permettant de proposer une qualité équivalente de service aux entreprises françaises en nous appuyant sur les BLOM fibre.

Colt partage l'analyse de l'ARCEP sur l'intérêt pour les entreprises françaises de voir se développer des offres spécifiques utilisant les BLOM comme support ; la capillarité et le niveau de coûts unitaires ne pourront jamais être atteints par des BLOM qui intrinsèquement coûtent plus chères et ne peuvent proposer que des couvertures très partielles en « peau de léopard » ; seules l'usage des BLOM permettra de continuer à offrir des offres spécifiques entreprise pour un prix de l'ordre de 300€/mois.

Les offres spécifiques entreprises reposant sur la BLOM cuivre supposent que le client puisse commander plusieurs accès. En effet, les offres spécifiques entreprises permettent en général d'acheter séparément chacun des services nécessaires à l'activité du client, et ce pour mieux correspondre aux demandes des clients entreprises. Même si la dynamique commerciale des opérateurs vise à vendre un maximum de services à un client, les clients entreprise préfèrent

¹ Pour la zone de montée en débit, ceci se traduit par un souhait d'offres régulées de collecte en fibre noire entre les NRA et les NRA MED.

en général avoir simultanément plusieurs fournisseurs, et, pour un même fournisseur des services les plus indépendants les uns des autres, afin de conserver un maximum d'autonomie dans leur politique d'achat. Une ouverture des BLOM aux besoins des clients entreprises suppose de pouvoir commander plusieurs accès pour une même boîte aux lettres. De tels accès pourront être construits sans aucun changement dans les standards de production des opérateurs d'infrastructure BLOM puisqu'il s'agit d'accès totalement standards comme cela est pratiqué sur la BLOM cuivre.

[...]

Notre demande de pouvoir commander des accès BLOM avec une livraison dans une chambre de rue sous réserve de disponibilité s'inscrit exactement dans le même esprit d'un usage efficace de l'infrastructure BLOM pour répondre à des besoins spécifiques tout en minimisant l'impact sur l'opérateur d'infrastructure.

L'ajout de la couverture de ces deux types de besoins supplémentaires n'aura pas de conséquence structurante sur l'architecture des BLOM.

En effet, le réseau cuivre français correspond à environ 30 millions d'accès supportant des usages de type résidentiel ou standards pour environ 300 000 accès pour des usages spécifiques entreprises. Si la prise en compte des besoins spécifiques entreprise nécessite d'élargir l'analyse des besoins avant le déploiement des réseaux mutualisés, leur intégration dans le dimensionnement se traduira par des impacts minimes en termes d'architecture : il s'agit de quelques pourcents d'accès supplémentaires à ce réseau.

La même logique s'applique pour la desserte des besoins émergents en matière d'internet des objets dans la rue ou services innovants. En effet, il s'agit de pouvoir raccorder des mobiliers urbains, certains feux de signalisation ou encore quelques façades. Il s'agit là encore d'un accroissement de quelques pourcents en matière de nombre total d'accès.

Une analyse un peu plus fine de cet impact amène à tempérer légèrement cette conclusion pour le segment NRO-PM. En effet, si le nombre total d'accès augmentera légèrement, les services avec des besoins spécifiques seront plus fortement consommateurs de fibre noire jusqu'au NRO. Il est possible que le besoin en nombre de fibres entre le NRO et les PM soit amené à doubler par rapport au besoin pour les stricts usages résidentiels ou standards. Cependant, d'une part ce segment NRO-PM ne constitue qu'une part mineure dans l'investissement total d'un opérateur de BLOM et d'autre part un doublement du nombre de fibres ne représente que quelques pourcents d'augmentation sur le coût total de ce segment.

Question 35 : l'ARCEP invite les opérateurs à faire part de leur réaction face à la perspective de tels travaux et, le cas échéant, à formuler des propositions pour l'intégration des BLOD dans les déploiements de BLOM. Plusieurs dimensions du problème sont à considérer, comme : la zone géographique (zones très denses ou zones moins denses), le segment de réseau (desserte, transport ou collecte), etc.

Nos infrastructures BLOD sont situées dans des zones où plusieurs infrastructures BLOM sont déjà déployées.

Question 36 : Les contributeurs sont invités à commenter l'opportunité de compléter les outils de contrôle comptable et tarifaire concernant l'accès aux réseaux de boucles locales optiques mutualisées et également l'articulation entre régulation symétrique et asymétrique sur ce sujet.

Colt comprend l'opportunité de la mise en place de ces outils de contrôle comptable et tarifaire. Avec la montée en régime de la commercialisation des BLOM, la mise en place de quelques indicateurs de suivi de la qualité de service va rapidement devenir indispensable, y compris avec une commercialisation uniquement d'accès avec une GTR standard.

Question 37 : Les contributeurs sont invités à commenter l'opportunité de compléter le cadre réglementaire ou de préciser sa mise en œuvre concernant les processus d'accès aux réseaux de boucles locales optiques mutualisées et le principe de non-discrimination.

Que ce soit dans un cadre symétrique ou asymétrique, il apparaît essentiel pour Colt que les processus d'accès aux réseaux des BLOM soient aussi détaillés, homogènes et interopérables que possible, si besoin par des travaux multilatéraux gérés par le régulateur et des décisions de régulation.

Le passage d'un opérateur d'infrastructure BLOM cuivre à de multiples opérateurs d'infrastructure BLOM fibre fait de ces processus inter-opérateurs un élément critique de la réussite du décollage et du fonctionnement du THD en France.

Il est indispensable, tant au plan concurrentiel qu'au plan de la protection de la continuité du service des clients, que les processus de changement d'opérateur avec réutilisation de l'infrastructure BLOM soient définis et mis en œuvre de la façon la plus rigoureuse possible.

Question 38 : Les contributeurs sont invités à réagir sur l'analyse de l'ARCEP concernant les conditions permettant l'émergence et le développement des offres activées à très haut débit fixe.

Une fois que les usages des BLOM fibre pour répondre aux besoins spécifiques se seront développés se posera alors la question de la régulation ou non, symétrique ou asymétrique, d'offres activées à très haut débit fixe se posera.

Question 39 : Les contributeurs sont invités à se prononcer sur l'existence d'une telle zone de concurrence par les infrastructures et, le cas échéant, à fournir des éléments objectifs permettant de la caractériser.

Sur le marché des offres spécifiques entreprise, la question de la zone de concurrence autour des BLOD est intrinsèquement liée au sous-segment de marché considéré. Typiquement pour le raccordement d'un site exceptionnel comme par exemple un datacentre, les opérateurs de BLOD sont capables de construire des raccordements de plusieurs kilomètres.

Si la question posée se situe dans un contexte de réplique des offres activées d'Orange, le résultat est foncièrement différent. Par rapport aux offres CEE/CELAN d'Orange, Colt a la capacité de construire des raccordements jusqu'à 300 mètres autour de ses infrastructures existantes.

Enfin, la BLOD de Colt a pour particularité d'être particulièrement ouverte aux autres opérateurs ; nos ventes sur le marché de gros sont en passe de dépasser nos ventes sur le marché de détail. Tel n'est pas le cas de toutes les BLOD des opérateurs alternatifs dont le

degré effectif d'ouverture sur le marché de gros est variable. Ainsi, sur un territoire donné, la présence d'une BLOD alternative ne suffit pas à garantir une réelle concurrence sur le marché de détail. Le degré d'ouverture de cette BLOD sur le marché de gros est un premier indicateur permettant d'évaluer le degré de concurrence.

Question 40 : Les contributeurs sont invités à commenter le dispositif de régulation envisagé.

Colt est favorable à la réalisation d'analyses poussées sur ce sujet qui est devenu critique pour la concurrence en infrastructure sur le marché entreprise depuis des modifications unilatérales par Orange de protocoles de cession interne en mai 2013.

Par ailleurs, dans l'attente des résultats des analyses poussées, Colt souhaite que les protocoles de cession interne en vigueur avant mai 2013 soient rétablis.